

« **La France a besoin d'autorité** », déclare M. Valls au soir du jour où il décide d'en appeler à l'article 49-3 pour faire passer la loi Macron et dépasser les oppositions de son propre camp, dont quelques uns des députés grognent devant une politique libérale pour laquelle ils n'avaient pas été élus en 2012, si l'on se rappelle les professions de foi de l'époque... Les journalistes et les « frondeurs » du P.S. ont beau s'amuser du reniement d'un président Hollande qui, quand il était premier secrétaire du Parti Socialiste, parlait de « **déni**

de démocratie

» pour qualifier le recours au 49-3 par le gouvernement de M. de Villepin, cela n'a guère d'importance et montre, au contraire,

la force des institutions tout en décrédibilisant, dans le même temps, la parole politique et la confiance que les citoyens peuvent avoir en celle-ci

: contradiction éminemment démocratique, certes, mais qui ne doit plus surprendre ceux qui, à étudier l'histoire parlementaire de notre pays, savent que «

les promesses n'engagent que ceux qui y croient

», selon la formule célèbre attribuée à l'ancien président Jacques Chirac.

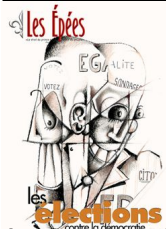
Les contradictions de la République Hollande-Valls.

Écrit par Jean-Philippe

Mercredi, 18 Février 2015 13:23



le politique de l'un est-il si différent des promesses de l'autre? ...



la mort de la République, pas sûr que les convictions et la raison en sortent...
... la République, pas sûr que les convictions et la raison en sortent...